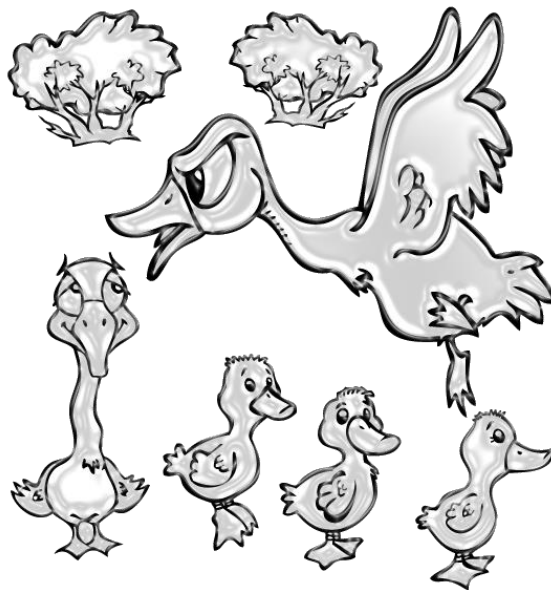


Le vilain petit canard (tanné d'être pauvre)

Mémoire préparé dans le cadre de la consultation publique
en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

présenté par

Yves Brosseau



Le 25 janvier 2016

Introduction au mémoire

Monsieur le Ministre Sam Hamad
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec, (Québec)
G1R 4Z1

Je me nomme Yves Brosseau. Je suis un militant pur et dur contre l'exclusion sociale et l'abus social, concerné par la lutte à la pauvreté parce que la pauvreté est la pire injustice que peut vivre une personne. Je vous fais parvenir aujourd'hui un mémoire dans le cadre des consultations sur le prochain plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion. Mais avant de commencer ce mémoire, j'aimerais vous raconter une histoire. Les histoires pour enfants, vous le savez, se terminent toujours bien, peu importe le degré de tragique dans lequel elles commencent. L'histoire du vilain petit canard, par exemple, raconte le parcours d'un vilain petit canard, chétif et maigre, moqué par ses frères et sœurs et exclus du groupe, qui traverse un parcours de solitude et d'exclusion avant de découvrir qu'il est un magnifique cygne et de trouver un groupe dans lequel il se sent heureux. Malheureusement, l'histoire que je vais vous raconter aujourd'hui ne se termine pas, pour l'instant, de façon aussi heureuse. Mais le point final à cette histoire vous appartient, et c'est pour ça que je vous livre ce mémoire. Peu importe le tragique du début de la vie de tous les vilains petits canards, il en revient à vous, monsieur le Ministre, d'en écrire un fin heureuse.

Je suis né le 12 février 1964, à Montréal, dans le Plateau Mont-Royal. Mes parents n'étaient pas des gens riches, ils sont nés tous les deux en 1925, ils ont connu la crise économique quand ils étaient enfants. Ma mère a été dans l'armée pendant la Deuxième guerre, mon père travaillait à l'Imperial Tobacco, puis à la Canadian Vickers, qui était un chantier naval. C'était une famille très modeste, mais travaillante. Quand mes parents se sont séparés, j'avais 2 mois. Je pourrais dire que je viens d'une famille monoparentale dysfonctionnelle, j'ai été élevé par mon grand-père et ma grand-mère à la campagne pendant une dizaine d'années. Quand je regarde les photos de mon enfance, je trouve que je ressemble à Forrest Gump, avec mes grandes oreilles, des grosses lunettes, un grain de beauté sur le nez, des souliers bruns pour redresser les pieds. Ma mère venait nous voir à chaque fin de semaine avec ma sœur aînée, à Napierville. Quand j'y pense, ma mère a été une des premières mères monoparentales, à l'époque. Mon père, je l'ai vu trois fois... Longtemps, je me suis senti coupable de la séparation de mes parents.

Vers 5 ans, j'ai commencé à voler des gorgées de gin à mon grand-père. Y'avait aussi sa bière tablette qui traînait dans la salle de bain, un jour j'ai réussi à boire une demi-bouteille avant qu'ils m'attrapent. Déjà à cet âge-là, j'aimais ça expérimenter, essayer. Démonter mes jouets pour voir comment ils sont faits... J'étais curieux mais j'étais vu comme un brise-fer. Je posais beaucoup de questions. Et un oui ou un non catégorique, je ne connaissais pas ça. À 6 ans, j'ai commencé à mentir. Ma grand-mère ne me corrigeait jamais, alors quand ma mère venait la fin de semaine, elle me battait pour les mauvais coups que j'avais fait (ou non). Ma mère avait transféré la rage qu'elle avait contre les hommes sur moi. Elle me comparait défavorablement à ma sœur, tout le temps. Elle me disait : «regarde ta sœur! Regarde ta sœur, elle!» Côté estime de soi, ça n'a jamais été évident. Trouver ma place... Même aujourd'hui quand quelqu'un me demande : «Qu'est-ce que t'aime?» Je réponds : «Rien.» J'ai peur que si je dis ce que j'aime, la personne va pouvoir l'utiliser pour me détruire, ou va détruire ce que j'aime. Même il y a deux jours, je remettais en question le fait de faire un mémoire... je me disais : «Ça vaut-tu vraiment la peine d'en faire un?»... Ça donne quoi de faire quelque chose si tout le monde est toujours sur ton dos? Si le monde est jaloux du petit peu que tu as? Pis à mon âge, je me demande souvent : «pourquoi je continuerais à vivre?»

À l'école, si j'avais vécu aujourd'hui, j'aurais été catalogué hyperactif. Je voulais toujours être derrière la classe mais je me retrouvais en avant. J'étais indiscipliné, pas concentré. J'avais passé une évaluation autour de l'âge de 8-9 ans, ils avaient dit : «Intelligent mais paresseux». J'avais redoublé ma troisième année avant de rencontrer la sœur Irène.

Quand j'ai repris une seconde fois ma troisième année, ma professeure qui s'appelait sœur Irène m'a montré le français et les mathématiques. Elle croyait en moi, elle croyait que je pouvais réussir. Elle me faisait sentir que c'était vraiment important, l'instruction. Beau temps mauvais temps, j'étais en classe. J'avais bien appris, j'étais très bon, j'avais toujours des 100%. Ensuite je suis retourné vivre avec ma mère, et à la nouvelle école où j'étais j'ai complètement décroché. J'arrivais de la campagne, d'un milieu plus compréhensif, et je pense que de me retrouver dans un milieu où il y avait beaucoup de jugement, ça m'a complètement démotivé. Autour de moi, les autres enfants étaient plus riches et il y avait beaucoup de jugement de leur part aussi. Ma mère a toujours travaillé très fort mais on n'était pas riches. Tout le monde travaillait très fort mais je ne les ai jamais entendus se plaindre. À partir de là j'ai toujours été classé dans des classes de TGA, des classes pour élèves en difficulté.

Quand j'étais petit, j'avais les dents croches. J'aurais pu avoir des broches mais ça coûtait tellement cher... Ce n'était pas possible. Chez nous on mettait les priorités ailleurs. La politesse, avoir un toit, avoir de la nourriture sur la table et des vêtements. C'était les quatre valeurs importantes à la maison.

Nos voisins étaient notaires et les dimanches soirs en été, ils se faisaient un souper de famille à l'extérieur. Je m'installais sur ma balançoire dehors avec mon assiette, et je m'imaginai faire partie de leur famille. Avoir droit à ça. Et ensuite il y a beaucoup de choses auxquelles on ne se donne plus le droit de rêver, quand on vieillit.

Dans La Prairie, il y avait beaucoup d'alcooliques et de toxicomanes. Le fléau c'était les clubs. Il y en avait partout, au moins une quinzaine de places où tu pouvais aller boire. Au début de l'adolescence, on se retrouvait dans des clubs où on pouvait rentrer sans carte... aux alentours de 16 ans.

À 16 ans j'étais dans un cours professionnel de menuiserie, je me suis blessé et j'ai perdu deux bouts de doigts. À cause de ça, j'ai dû abandonner mon cours de dessin technique, ce qui aurait pu m'ouvrir de belles portes dans l'emploi. À l'époque j'étais un *semi-bum*, je connaissais déjà l'alcool mais j'ai commencé à consommer également des drogues. J'ai été chanceux parce que j'aurais pu devenir un gros criminel. J'aurais pu avoir ma photo sur la couverture du Journal de Montréal. J'ai toujours eu de la difficulté à être avec le monde... J'avais de la misère avec le jugement, l'envie, l'hypocrisie... J'aimais mieux être tout seul.

À l'île Sainte-Hélène à l'âge de 16 ans, un homme m'a fait boire et a essayé de profiter de moi en me faisant un lift. J'ai vécu des agressions, de l'âge de 3 ans à 50 ans, agressions dont je n'ai jamais parlé. Les impacts de ces agressions sont nombreux, et je vois à quel point ça a atteint mon estime de soi. Souvent je pense : «Je suis rien, un trou de cul, un imbécile qui sait rien faire, un bon à rien.»

En plus, le stéréotype de l'homme, l'homme pourvoyeur, celui qui est fort, qui ne pleure pas... C'est lourd de porter ça quand tu vis des difficultés, des échecs, quand tu te retrouves sur l'aide sociale... Vivre des échecs, c'est dur. Le 13 avril 1989, j'ai arrêté de consommer, après avoir eu des accidents, avoir péché des cochons, m'être fait mettre dehors des clubs... J'ai fait une cure de désintoxication, je suis entré dans des groupes d'aide, plusieurs thérapies. J'ai fait de l'analyse transactionnelle, des ateliers sur la dépendance affective, des sessions intensives avec les AA, des intensives pour les 12 étapes, des groupes sur la violence, psychologue, sexologue, sessions d'hypnose, thérapies énergétiques, coach de vie, etc. À la même époque je me faisais de l'automutilation, je me frappais, je m'insultais dans le miroir. Quand je ne travaillais pas assez vite je me frappais sur les jambes, je m'engueulais moi-même. Je suis passé par des

Souvent je pense : «Je suis rien, un trou de cul, un imbécile qui sait rien faire, un bon à rien.»

centres de crise. Et en même temps, je travaillais à temps plein dans un entrepôt dans lequel on passait des commandes de pièces de camion. C'est grâce au salaire que je faisais que je pouvais suivre ces formations pour améliorer mon bien-être.

J'ai eu des problèmes physiques, des blessures au travail. J'aurais dû quitter mais je ne voulais pas, j'avais peur de l'abandon, j'avais envie d'être aimé, de faire mes preuves. Et je faisais les mauvais choix, je restais avec les mauvaises personnes, dans des relations toxiques.

Ensuite j'ai connu les bas quartiers... Moi je n'ai pas eu d'enfants, je ne me suis pas marié. Chaque fois qu'une femme me plaisait, ma mère avait beaucoup de mauvais commentaires envers elle. Même à l'âge adulte, j'étais coincé dans son regard.

Mon premier accident de travail a eu lieu en 1994, des blessures de travail aux épaules à cause du travail physique, debout toute la journée, dans lequel je devais lever des pièces entre 2 livres et 100 livres. L'évaluation médicale a conclu que j'avais une déformation naturelle, ce qui a fermé le dossier. J'ai réintégré le travail aussitôt, malgré les tendinites et les bursites. Ensuite j'ai eu des entorses lombaire en 1996, 1997, 1998, et j'ai dû m'absenter de nouveau du travail.

L'enfer a commencé le 15 février 1999 où j'ai eu une entorse dorsale, un mois plus tard j'ai commencé à avoir une névrite d'Arnold, soit un nerf qui se met à enfler dans le cou. Ensuite, dans la même année, j'ai eu une nouvelle entorse lombaire. Ensuite j'ai passé un scan qui a détecté une hernie discale, en plus de mes bursites qui n'étaient pas guéries. J'ai eu des traitements de physio et d'ergo qui étaient remboursés par la CSST, et j'ai été placé aux travaux légers. Sur mon dossier, il a été inscrit que je n'avais pas de limitation fonctionnelle permanente.

Quelques jours après je me blessais de nouveau, je ré-ouvrais un nouveau dossier. C'est à cette époque-là que les crises d'angoisse ont commencé. Neuf épidurales, huit injections dans le cou, trois dans les épaules, toutes sortes de thérapies pour aller mieux... J'ai fait une demande pour faire un retour progressif au travail... Quelle gaffe! Quelle erreur! J'ai laissé tomber ma santé et ma sécurité pour une question d'image. On était alors cinq employés sur une vingtaine qui avaient de gros problèmes de dos. Pour moi, c'était la suite des crises d'angoisse, le début des dépressions... Je me suis retrouvé de nouveau en arrêt de travail, en évaluation. Les spécialistes ne s'entendaient pas, certains disaient que je pouvais retourner au travail, d'autres non. En 2001, quelques mois après une opération pour mon hernie discale, ils ont évalué que je n'étais plus capable de retourner à mes tâches. La compagnie avait dit qu'il n'y avait pas d'emploi disponible qui aurait respecté mes limitations fonctionnelles.

J'ai fait des démarches en réadaptation pour trouver un travail convenable. On me proposait des emplois d'agent de sécurité. Mais comme j'étais limité du côté de l'alternance debout et assis, ça ne fonctionnait pas. J'avais aussi beaucoup de colère à l'époque, je venais de perdre un emploi que j'occupais depuis treize ans... J'ai fait une formation d'aviseur technique dans le secteur de l'automobile. Quand je me suis retrouvé sur le marché du travail, j'ai réalisé que les critères d'embauche avaient changé. Sans diplôme, c'était difficile de trouver un emploi, surtout avec des limitations fonctionnelles. En plus, je ne parlais pas anglais, donc c'était difficile de trouver quelque chose. J'ai été vendeur quelques mois chez L'Équipeur, puis j'ai suivi une formation en vente automobile, j'ai fait de la vente de meubles. Le manque de confiance, le manque d'estime, m'a donné beaucoup d'obstacles.

En 2009, ma mère est décédée, j'ai eu des ennuis financiers et j'ai déclaré faillite. En 2010 j'ai été déclaré inapte au travail après que l'aide sociale m'ait demandé de passer une évaluation. J'ai alors passé sur le régime des rentes. Si j'avais eu droit à la CSST, j'aurais pu éviter la grande pauvreté. Mais avec la RRQ, je reçois aux alentours de 800\$ par mois, plus une allocation de logement.

Aujourd'hui, sans salaire c'est difficile d'avoir accès à de la thérapie, à un psychologue, à une session de PNL. Améliorer mon mieux-être, retrouver mon estime de soi, c'est un travail de tous les jours. Je trouve du soutien dans plusieurs organismes communautaires depuis quinze ans, et j'y fais du bénévolat aussi. Je m'implique aussi dans des CA : 2 ans dans celui du RRASMQ, 4 ans dans celui du RIAPSA, 12 années dans celui de l'Avant-garde en santé mentale, dans plusieurs comités aussi. J'ai fait partie du cadre de partenariat avec le Collectif de défense des droits de Longueuil pendant 4 ans également, en tant que délégué, en plus de multiples autres implications. Ça m'aide à garder la tête hors de l'eau.

Aujourd'hui, je me considère comme un survivant. J'ai tellement traversé d'épreuves dans ma vie... J'ai essayé ben des affaires pour essayer de m'en sortir... Aujourd'hui j'apprends tranquillement à me faire confiance, à croire en moi. J'essaie aussi de voir ceux qui croient en moi, qui m'appuient, ce que je ne voyais pas avant. Les personnes comme moi, on a besoin de confiance, on a besoin d'être reconnues. Mais on s'implique pas seulement pour nous-mêmes, on le fait aussi pour les autres qui vivent les mêmes choses que nous. C'est pourquoi les pratiques d'entraide sont là...

Je fais ma part, tous les jours, pour lutter contre la pauvreté, la mienne et celle des autres. C'est maintenant au gouvernement de faire sa part. J'appuie les revendications suivantes, qui sont également celles du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Le prochain plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté, doit :

- Augmenter toutes les prestations gouvernementales pour assurer à toutes les personnes un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation (MPC), soit 17 246 \$ par année (2013).
- Augmenter le salaire minimum à au moins 13,37 \$ l'heure (2015) et l'augmenter à chaque année afin qu'une personne seule travaillant 35 heures par semaine sorte de la pauvreté.
- Réduire les inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches.
- Mettre en place une campagne sociétale visant à changer les mentalités et à contrer les mythes sur la pauvreté et les préjugés envers les personnes qui la vivent.
- Améliorer l'accès, sans discrimination, à des services publics universels gratuits et de qualité.

Je souhaite que le prochain plan d'action gouvernemental contre la pauvreté et l'exclusion sociale sorte définitivement les personnes de la pauvreté.

Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.

Charte des droits et libertés de la personne du Québec, article 10

Mes commentaires sur les orientations proposées

Orientation 1 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en favorisant le développement du potentiel des personnes

« La pauvreté crée des inégalités et les inégalités augmentent la pauvreté. »

« Je pense que de me retrouver dans un milieu où il y avait beaucoup de jugement, ça m'a complètement démotivé. Autour de moi, les autres enfants étaient plus riches et il y avait beaucoup de jugement de leur part aussi... À partir de là, j'ai toujours été classé dans des classes de TGA, des classes pour élèves en difficulté. »

L'accès à des services éducatifs de qualité dès la petite enfance, c'est pour tout le monde. Des fois, j'ai l'impression qu'on « investit juste dans ceux qui en valent la peine. » Le Premier Ministre parle de l'importance de ne sacrifier aucun enfant, il me semble que ça commence par du vrai soutien dans les CPE, dans les écoles. L'éducation, c'est ce qui fait la richesse d'un peuple. Un de mes messages : « arrêtez les coups en éducations, et réinvestissez. »

Il faut donner aux parents les moyens de soutenir le développement des enfants. Favoriser la persévérance scolaire, ça passe aussi par le soutien aux parents. Si les parents sont pauvres, si les parents sont stressés, s'ils manquent d'estime d'eux-mêmes, c'est évident que ce sera plus difficile pour eux d'aider leurs enfants dans leur développement.

Il y a beaucoup de discrimination en lien avec le faible niveau d'instruction et une perte de crédibilité à cause de la faible scolarisation. D'une part il faut lutter contre la discrimination et d'autre part rendre accessible la formation de base et la formation professionnelle aux personnes le souhaitant.

- Pauvreté et problème de santé mentale : « *T'es doublement stigmatisé et doublement discriminé.* » Il faut agir sur ces deux dossiers, et lutter contre la discrimination et les préjugés contre les personnes pour leur permettre de retrouver leur dignité.
- Améliorer l'accès et la qualité de la formation de base pour les adultes (lire, écrire, compter, utiliser un ordinateur), en adaptant les contenus et les critères d'accessibilité pour s'assurer que tous et toutes y aient accès selon leurs besoins. Réduction des obstacles à la participation à une formation tout au long de la vie.
- Favoriser, pour les personnes en situation de pauvreté, l'accès à la culture, aux loisirs et aux sports. S'assurer de l'accessibilité géographique et financière des activités culturelles, notamment par des activités gratuites, ou des tarifs modulés selon le revenu des personnes.

Orientation 2 – Renforcer le filet de sécurité sociale et économique

«J’habite un logement dans une coopérative d’habitation, depuis 1973, ce qui me permet de tenir les coûts de loyer bas. Après avoir payé le loyer, même s’il est chauffé et éclairé, je ne peux pas vivre longtemps... J’ai un téléphone cellulaire, une télé, l’internet... les factures montent vite. Si je voulais manger à toutes les semaines, il faudrait que j’annule ces services. Je paie 428\$ pour mon logement, 13\$ de frais bancaires, 20\$ d’assurance-habitation, 160\$ de facture Vidéotron. Je paie un 50\$ sur ma carte de crédit. Je reçois 834\$ des rentes d’invalidité totale chaque mois, et le crédit de solidarité me donne 80\$. Je reçois aussi une allocation de logement de 80\$. Après avoir payé la base, il me reste 304,80\$ pour me nourrir, me transporter, payer les imprévus comme par exemple le renouvellement de mon permis de conduire, etc. J’ai un cahier dans lequel je fais mon budget, et je calcule combien j’ai par semaine... Si je choisis des extras, un abonnement au gym ou autre chose, il faut que je coupe dans quelque chose. Les deux dernières semaines du mois, je préfère avoir faim que d’aller dans les banques alimentaires. C’est l’orgueil. Pis la honte d’être pauvre. »

- Pour rehausser le revenu des personnes et des familles en situation de pauvreté, tenir compte de leur situation particulière et assurer des ressources financières stables permettant de répondre à leurs besoins, je crois qu’il faut un « revenu social universel garanti » (RSUG). Le RSUG, c’est un montant d’argent qu’on recevrait chaque mois du Gouvernement du Québec. Le Revenu social remplacerait plusieurs prestations comme : l’aide sociale, la Régie des rentes, les prêts et bourses, le crédit d’impôt pour la solidarité. Chaque adulte qui vit au Québec le recevrait. Le RSUG se base sur le droit à un revenu qui garantit les conditions pour vivre dans la dignité, incluant la couverture des besoins, sans lesquels on ne peut survivre. Ces besoins essentiels, tels que reconnus par le gouvernement, sont l’alimentation, le logement, les produits d’entretien ménager, les produits de soins personnels, les communications, l’habillement, l’ameublement, le transport, les loisirs. Sa mise en place permettrait non seulement une autonomie des personnes sur le plan financier, mais sortirait les ex-prestataires de la relation destructrice avec le système de sécurité du revenu qui serait aboli. Comme tout le monde aurait assez d’argent pour ses besoins de base, la population aurait moins de problèmes de santé, d’itinérance, scolaires, juridiques... C’est beaucoup moins de dépenses pour le gouvernement.

« Aujourd’hui, sans salaire c’est difficile d’avoir accès à de la thérapie, à un psychologue, à une session de PNL. Améliorer mon mieux-être, retrouver mon estime de soi, c’est un travail de tous les jours. »

- Le RSUG permettrait d’assurer aux personnes un revenu suffisant pour empêcher l’endettement, et lutter contre les causes de l’endettement. L’endettement, « c’est un entonnoir de contrôle social. Si une personne endettée tombe sur l’aide sociale, elle est contrôlée complètement. Du côté des compagnies de faillite, ils

doivent s'enrichir alors que les plus pauvres s'appauvrissent. »

- Il faut aussi améliorer l'accès à des services publics gratuits et de qualité pour permettre « une meilleure santé globale » : des soins de santé adaptés, l'école selon nos besoins et nos aspirations, une protection contre la perte d'un emploi, des places en garderies pour les familles, etc. Mais aussi un vrai accès à la culture, pour enrichir notre esprit selon nos intérêts. Je reprends en cela la vieille revendication ouvrière qui réclame « du pain et des roses », parce que nous avons le droit de vivre, mais aussi de rêver.
- Pour les personnes qui vivent des problèmes de santé mentale, l'accès universel aux services de psychothérapie. Ce n'est pas vrai que les pilules règlent les problèmes : on a vraiment besoin d'accompagnement psychologique pour aller mieux.
- De façon à ce que les personnes ne se ruinent pas en payant un loyer trop cher pour leurs besoins, il est important de travailler à augmenter le nombre de logement sociaux, en réinvestissant notamment dans le programme AccèsLogis : les promesses du gouvernement fédéral et du gouvernement québécois sont actuellement insuffisantes pour pouvoir agir en amont, en offrant des logements de qualité aux personnes vulnérables. Ce qu'on voit plutôt, c'est que les propriétaires des logements privés font des hausses abusives des loyers, ou mettent le monde à la porte pour transformer en condo. Il faut protéger davantage les locataires, ce n'est pas normal que les gens mettent autant d'argent pour payer leur loyer.
- Meilleur accès au transport public, dans les grandes villes et dans les régions, ce qui signifie qu'il faut rendre le transport financièrement accessible, et s'assurer qu'il soit disponible partout, peu importe où on habite. « *Quand tu n'as pas de transport, t'es complètement isolé !* »

Orientation 3 – Favoriser l'accès à l'emploi et valoriser le travail

- Les employés devraient être mieux protégés en cas de blessure au travail, d'épuisement professionnel ou de harcèlement au travail. « *Donner des outils aux personnes qui tombent pour qu'elles puissent mieux continuer. Que les personnes puissent arrêter un an, prendre de la distance et guérir de certaines situations.* »
- C'est important d'avoir des programmes d'employabilité et de formation qui sont adaptés aux besoins et aux limitations fonctionnelles des personnes, dans le respect de leurs aspirations et de leurs capacités. « *Il faut des incitatifs pour favoriser la remise en action.* »

- Je profite également de l'occasion pour vous dire que je suis contre le projet de loi 70 qui mettrait en place Objectif Emploi. Ce programme qui vise à obliger les premiers demandeurs d'aide sociale à participer à un « plan d'intégration à l'emploi » et à accepter tout emploi jugé « convenable » n'est pas une solution pour lutter contre la pauvreté. Couper les prestations de personnes qui sont loin de couvrir leurs besoins de base est tout simplement inacceptable. Je pense que ce projet de loi va à l'encontre d'un plan d'action qui permettrait de réellement lutter contre la pauvreté.

Orientation 4 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société

Soutien à l'action bénévole :

Il est important de favoriser le transport bénévole en faisant en sorte qu'il y ait des crédits pour la réparation des voitures des personnes qui font des transports bénévoles. Les perdiems que l'on fournit aux conducteurs bénévoles pour l'utilisation de leur voiture servent souvent à payer ces réparations, et annulent ainsi le gain potentiel des personnes qui donnent de leur temps, lorsqu'ils ne s'appauvrissent pas tout simplement.

De plus, je trouve qu'on ne considère pas assez l'action bénévole dans son ensemble, et qu'on devrait mieux soutenir financièrement les personnes qui s'impliquent auprès de leurs communautés. Les bénévoles font un travail important auprès des personnes vulnérables, et sont souvent eux-mêmes aux prises avec la pauvreté. Est-ce qu'on pourrait reconnaître cet apport à la société, et mieux les soutenir?

En conclusion

J'ai décidé d'écrire ce mémoire parce que je sais que le gouvernement a un grand rôle à jouer pour prévenir l'exclusion et la pauvreté, et que des mesures novatrices, comme l'assurance-maladie, ont amélioré la qualité de vie de milliers de Québécois et Québécoises. Je sais aussi que votre Ministère, de pair avec les autres ministères du gouvernement, peut contribuer grandement à sortir les personnes de la misère et à retrouver la dignité. Vous pouvez aider les personnes les plus démunies à s'en sortir, c'est un pouvoir que vous avez. Faire en sorte que les histoires de vilains petits canards puissent se terminer bien, peu importe leur début.

Yves Brosseau, citoyen et militant